

Le discours politique actuel oscille en France entre « *Rien se sera plus comme avant* » et « *Nous reverrons les jours heureux* ». La pandémie de Covid-19 marquera-t-elle un tournant dans notre histoire contemporaine, ou une simple parenthèse ?

Qu'il s'agisse de ceux qui veulent accélérer en cette occasion la transformation numérique du monde, ou de ceux qui veulent la saisir pour mettre en œuvre une politique environnementale plus puissante, nombreux sont les politiques qui présentent la pandémie en tournant possible vers un monde meilleur. Pourtant, l'expérience historique sur la réaction des sociétés face à de tels chocs n'incite pas à l'optimisme.

Bien sûr, il y a les lectures optimistes et socialement progressistes qui s'appuient sur les précédents des deux guerres mondiales et de la grande Dépression américaine pour suggérer qu'il est possible de faire des réformes fortes et justes après un choc majeur. Des réformes favorables aux salariés modestes et aux anciens combattants après 1918 à celles qui suivent la Libération de 1945 (comités d'entreprise, assurances sociales obligatoires), les exemples sont de première importance.

Et, s'agissant des veuves et des orphelins de guerre, nul doute que la justice fut la principale motivation. L'opinion trouverait aussi juste qu'aujourd'hui les soignantes, et tous les métiers indispensables de la relation humaine directe – des caissières aux enseignantes, car tous sont majoritairement féminins – soient revalorisés tant en prestige qu'en rémunération.

Mais c'est oublier le contexte qui a rendu possibles les réformes sociales du XX<sup>e</sup> siècle. Un contexte marqué par l'expansion industrielle et donc la forte demande de travailleurs en col bleu (il fallait faire venir les travailleurs des campagnes), alors que la mortalité de guerre les rendait plus rares. Surtout, la révolution soviétique créait une mobilisation chez les salariés et une inquiétude chez les employeurs qui poussaient ceux-ci à des concessions importantes.

L'expérience historique sur la réaction des sociétés face à de tels chocs n'incite pas à l'optimisme

Peur de la diffusion de la Révolution dans les années 1920, influence intellectuelle et politique des succès initiaux de l'économie planifiée dans les années 1930, peur de l'Armée rouge après 1945, cette pression – sous des formes variées – obligea capitalistes, patrons et politiques d'Europe à assurer aux travailleurs-électeurs un niveau et une qualité de vie meilleurs.

Enfin, les entreprises en avaient les moyens, car la gestion macroéconomique, notamment l'inflation, leur bénéficiait en allégeant les dettes, tandis que le développement industriel accroissait la productivité et rendait possible, tant en matière d'organisation que de ressources financières, une distribution plus égalitaire des fruits de la croissance

Dans bien d'autres cas, les grands chocs économiques ou politiques ont au contraire été suivis de réactions conservatrices : l'Empire autoritaire puis la Restauration réactionnaire et dévote succèdent à la Révolution française, le coup d'Etat de Louis-Napoléon suit la crise économique de 1847 et la II<sup>e</sup> République née en 1848, une Chambre monarcho-bonapartiste

est élue au lendemain de la Commune de 1871, pour ne prendre que des cas français bien connus.

Même au XX<sup>e</sup> siècle, le progrès fut imposé par le rapport de force social aussi souvent que par les urnes, si l'on songe à la Chambre « bleu horizon » de 1920 et son programme de reconstruction du pays à l'identique qu'elle mit en œuvre notamment au détriment de l'amélioration de l'habitat dans les zones détruites.

Après 1945, est-ce la nationalisation qui a imposé aux entreprises d'accepter les transformations sociales, ou bien la puissance du Parti communiste et celle de la CGT alliées à la force sociale montant des cadres qui ont réduit le pouvoir des actionnaires, bien au-delà des entreprises « nationales » ?

Aujourd'hui comme hier, toute transformation progressiste de la société ne pourra se faire qu'en s'appuyant sur les forces économiques qui créent le plus de richesses, quitte à obtenir d'elles des infléchissements sérieux de leurs modèles et à faire émerger de nouvelles sources de richesse.

Mais il est aussi possible que la crise du Covid-19 n'induisse que de modestes inflexions et que le monde d'après soit proche de celui d'avant, même si on l'espère mieux préparé contre de prochaines pandémies et conscient d'un devoir de justice envers les plus faibles. La relance économique « tous azimuts » fera certainement des gagnants et des perdants, mais rien ne permet de dire aujourd'hui que nous sommes à un tournant historique, pour le meilleur comme pour le pire.